



**À bas la répression patronale!**

**Partout où la  
répression patronale  
se déploie, elle nous  
trouvera.  
Solidarité !**

**Edito**

- Anatomie du nouveau monde

**Société**

- L'autre prise du capitolé...

**Politique**

- La société sans Etat

- La véritable liberté passe par...

- Se taire c'est être complice

**Monde du travail**

- La solidarité est une arme

- Quelques remarques à propos d'un conflit  
du travail

- Pression au boulot, nous sommes tous  
concernés

- Stef Montbartier en grève

**Mémoires**

- Incroyable mais vrai: longtemps après sa  
mort Staline bouge encore!!

- Les 100 ans de la commune de Cronstadt

**Solidarité**

- A.N.Galindo: fin du mandat Européen  
d'arrestation

**International**

- Enseignement de la révolte Chilienne ...

- Le printemps Arabe: des révolutions ratées  
et un transfert de pouvoir réussi

- Caractéristique du mouvement du 15 janvier  
2021

- A propos du décès de Pierre Cardin

**2 EUROS /// N°171  
JAN - FEV 2021**

**CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME**

# ANATOMIE DU NOUVEAU MONDE

**L**a maîtrise du feu, la découverte de techniques agricoles, l'invention de la machine à vapeur furent des étapes cruciales de notre évolution qui ont profondément transformé l'être humain, sa physiologie, son organisation sociale et son profil psychologique. L'information que nous apporte non pas la crise sanitaire mais la gestion de cette crise c'est comment le numérique est en passe de concrétiser une semblable empreinte sur nos existences.

Il est indubitable que rien de ce que nous avons vécu cette année sur le plan épidémiologique n'aurait été possible sans la diffusion massive de ces nouvelles technologies dans la population. Comme de plus en plus elle détiennent la maîtrise de la circulation des idées ce sont les capitaines de ces industries qui s'emparent du pouvoir idéologique, créant de la sorte les conditions favorables à l'extension de leur sphère marchande ce qui renforce d'autant leur poids dans la société. Il s'agit là d'un phénomène circulaire qui risque d'emprisonner en son sein tous les choix politiques futurs.

Fruit de cette situation et en rupture totale avec la médecine telle qu'elle se pratiquait auparavant on a brouillé la notion de maladie, qui reposait sur des symptômes, en créant un savant oxymore, les « cas asymptomatiques », dans le même temps on a développé une stratégie vaccinale associée au confinement des populations en pariant sur la découverte d'un vaccin salvateur. Constatons simplement que cette nouvelle politique sanitaire a favorisé la création de bases de métadonnées et la banalisation du recours aux nanobiotechnologies ce qui répond aux moyens que veulent se donner nos nouveaux prophètes du transhumanisme. Comme leurs prédécesseurs qui promettaient la « vie éternelle » ou le « Bonheur des prolétaires » ceux-ci ne sont pas avariés de slogans prétentieux et grandiloquents.

« Eradiquer le virus », « sauver la planète », il y a quelques années on se serait contenté de combattre une épidémie ou la pollution et d'éradiquer la faim dans le monde, ce qui déjà ne serait pas si mal. Mais tous ceux qui balancent de telles expressions y croient-ils vraiment ? En réalité comme dans toute révolution pyramidale il ne s'agit que de mots d'ordre qui sont au sommet de l'iceberg, pour lui permettre de rallier l'opinion en se plaçant dans une position morale inattaquable. Sous cette pointe émergée on observera une structure toute aussi classique. Le nouveau mode de production post-moderne est supporté par une idéologie ad-hoc avec des groupes de pression qui sont organisés pour jeter l'anathème sur toute critique.

C'est ainsi que la praxis la plus symbolique de ce nouveau monde est apparue à la faveur d'un virus. « Un clic et collecte le matin, un clic et collecte le soir et la Santé sera préservée » avec pour faire lien une foule de livreurs exploitables et interchangeables à volonté. Notre crainte est que cela prospère dans un schéma rendant très difficile la moindre démarche collective et émancipatrice. Notre espoir dans cette configuration c'est que pour la première fois dans son histoire l'être humain a pris conscience de l'impact du mode de production, et de ceux qui en profitent, sur son mode de vie et que par conséquent il possède s'il en a la volonté la liberté d'en changer les orientations.

## ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse  
contact@cntaittoulouse.lautre.net

## ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

## POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

### REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 171 / JAN - FEV 2021 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud  
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 15 Février 2021 sur les presses d'Axion-  
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

## L'autre prise du Capitole, il y a 25 ans

Diffusez Anarchosyndicalisme! Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous. Pour tout problème d'abonnement: [abonnement@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:abonnement@cntaittoulouse.lautre.net)

Anarchosyndicalisme! est le journal de la CNT AIT Toulouse. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:

Anarchosyndicalisme!

7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

tel: 05.61.52.86.48

permanencetout les samedis de 17H à 19H

facebook:

@cnt-ait

toulouse:<http://WWW.facebook.com/cnt-ait-toulouse-officiel>

twitter:@cntaittoulouse:

<http://twitter.com/cntaittoulouse>

page officielle des jeunes libertaires Toulouse et alentour.

contact:

<http://jeuneslibertaires.noblogs.org/?p=238>

<http://www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse/>

page et profil adresse mail de S.I.A solidaritéinternationaleantifasciste.wordpress.com

[SIA-toulouse@riseup.net](mailto:SIA-toulouse@riseup.net)

<http://www.facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1>

<http://www.facebook.com/SolidariteInternationale-Antifasciste-Toulouse>

**C**ette histoire de prise du Capitole à Washington m'en rappelle une autre, il y a tout juste 25 ans mais à Toulouse ... 17 décembre 1995, fin de manif contre le plan Juppé. La dernière manif du mouvement. Les syndicats avaient décidé d'en faire une démonstration de force et de calme, et surtout un enterrement en grande pompe du mouvement. Noël approchait, il était temps de faire la "trêve des confiseurs". Les syndicats avaient donc décidé de nous épuiser à tourner en rond autour du centre mais de ne surtout pas rentrer au centre-ville pour ne pas gêner les commerçants en ces veilles de fêtes.

Beaucoup de monde à cette manif. C'est même la plus grosse manif jamais vue dans l'histoire de Toulouse, 100 000 personnes ... Arrivés à Esquirol, après avoir marché en rond toute l'après-midi comme un goût d'inachevé. La manif ne pouvait pas s'arrêter là ... On ne sentait pas fatigués malgré le parcours interminable. un copain déguisé comme une tortue ninja, masque de ski, casque et bouclier bricolé avec un panneau de limitation de vitesse lance "c'est au Capitole qu'on rigole". Alors que les syndicats tournent à droite pour aller vers les carmes, la manif bifurque à gauche et continue en direction du Capitole. Nous sommes plusieurs milliers.

Arrivés au Capitole, la place est envahie. Les copains d'InfoSud (revue autonome de l'époque) essayent d'accrocher leur banderole noire sur la porte du Cap. La porte s'entrouvre. Stationnée à un angle de la place, derrière la banderole rouge et noire de votre anarchosyndicat préféré, les compagnons se disent « tient ça bouge à la porte du Cap, ils ont réussi à rentrer ». 2 copains courent pour voir ce qui se passe. Ils sont suivis par 2 autres copains, puis 20, puis 200 puis tout le monde qui se rue en courant sur la porte pour s'engouffrer. Le reste de la manif suit le mouvement... En fait la porte s'ouvrait pour laisser sortir les gardes-mobiles entassés dans la cour du Cap, mais qui n'étaient pas équipés, ne portant que leur calot ... Lorsque la vague se rue sur eux, le choc est frontal sur les boucliers en plexi. Les hampes de drapeau

s'abattent. Quelques calots volent. Des dents aussi. La ligne bleue est enfoncée. Ils rentrent sans demander leur reste se calfeutrer dans la mairie. Du premier étage, au balcon du Capitole, des gardes mobiles cassent les carreaux de la salle des illustres et balancent les lacrymos pour noyer la place du Cap. Mais les manifestants ne bougent pas, en redemandent même. A peine les familles avec poussettes se mettent à l'abri sous les arcades des illustres. Des syndicalistes et des squatters du Clandé s'épaulent pour rassembler des poubelles (les éboueurs étaient en grève depuis plusieurs semaines) sur la porte de l'Opéra et y mettent le feu. La porte commence à brûler ...

Les manifestants se rependent dans les petites rues autour du Capitole pour prendre position. Un client sort précipitamment du coiffeur, en blouse et les cheveux pleins de shampooing : les émeutiers étaient en train de renverser sa BMW pour en faire une barricade. Rue Pargaminière, d'autres aident le gérant du Petit Casino à rentrer ses étalages ; en échange le boutiquier leur donne de l'eau et des citrons contre les lacrymos.

Quelques voitures sont renversées pour faire obstacle, les petits groupes harcèlent les flics sans s'arrêter. Des jeunes des quartiers populaires, en goguette au centre-ville, se joignent au mouvement. Le jeu de chat et la souris dure plusieurs heures, profitant de la nuit qui vient de tomber. Les « sucrètes », ces fourgons de flics blancs, zigzaguent pour éviter les projectiles et les poubelles qui s'abattent sur eux.

Pas une seule personne ne fut arrêtée, et aussi pas une seule vitrine ne tomba : ce soir-là, pourtant journée d'emplette et veille de Noël, les cibles étaient les flics. Jeunes, moins jeunes, militants et badauds, tous ensemble. La rage pure, sans opportunisme consumériste ni récupération politicarde. Le lendemain la dépêche titre "l'assaut des anarchistes : 200 anarchistes derrière une banderole rouge et noire attaquent le Capitole. Ils ont balancé tout ce qu'ils avaient dans leurs poches : boulons, bouteilles de bières, etc. Les loubards s'en mêlent". Baudis, le Maire de Toulouse, parle d'insurrection. Un groupe anarchiste fédéré dont on taira le nom par charité fait un communiqué pour se plaindre

## 4●●●●● Société ●

que « la préfecture n'a pris visiblement aucune mesure pour empêcher la manifestation d'accéder à la place du Capitole » et rejeter toute confusion entre les anarchistes et les loubards. La CNT-AIT quant à elle se contente de contester le fait que contrairement à ce que dit La Dépêche, elle était venue sans cagoule et les poches vides.

Le soir avec les copains, on se fait une grande bouffe dans le resto autogéré de Titi et Nicolas. Les calots - prises de guerre - tournent, on se marre, une copine sort l'accordéon, on chante et on rit bruyamment.

Ce fut le plus beau Noël de ma vie ...

*1- Voici ce que disait la Dépêche du Midi dans son édition de la veille de la manif : « Épargner la ruse d'Alsace Lorraine, Wilson, le Capitole, la mairie et la préfecture, avouez que c'est une prouesse ! C'est la concession faite par les syndicats ... qui ne veulent pas rendre leur mouvement impopulaire par « la manif de trop ». Pour les commerçants de l'hypercentre, cela signifie (enfin !) la paix devant leurs magasins. C'est terriblement important en ce premier samedi du rush de Noël. La même satisfaction vaut bien évidemment, pour les acheteurs : ils n'éprouveront aucune gêne. Le centre-ville (propre depuis hier) sera libre de toute manifestation, et parfaitement accessible. ... Saluons cette grande boucle ... de grande capacité, ouverte et intelligente, qui « n'étrangle pas la ville. Quand la manif sera à saint Cyprien, on sera tranquille en ville ! En revanche, Esquirol et la rue du Languedoc seront noyées de manifestants, disons autour de 16h à 16h30, au moment de la dislocation. » les autorités policières et les syndicats avaient manifestement tout prévu ... ou presque ...*



## La société sans Etat

**L**es états ont toujours eu le souci de contrôler les populations ne serait-ce que pour prélever l'impôt, vérifier l'application des lois etc. C'est dans la nature de l'état. Pendant très longtemps ils n'ont pu satisfaire qu'imparfaitement cette ambition par manque de moyens humains et techniques. Depuis le dix neuvième siècle, les innovations technologiques se multiplient donnant enfin aux états les moyens de satisfaire leur désir de tout contrôler, tout surveiller : cartes d'identité, passeports, visas, fichiers anthropométriques, vidéo-surveillance, écoutes téléphoniques, biométrie, fichages etc etc.

La liste est longue et on n'en finirait pas de l'égrèner, et bien entendu les états ont fait évoluer leur législation pour tirer le meilleur parti de ces inventions. Même si l'état nous dit qu'il prend ces mesures pour notre bien, pour nous protéger, parce qu'il y est contraint par la dure réalité du monde, tous les citoyens s'accordent pour dire que dans les faits elles signent à chaque fois une diminution de nos libertés réelles. Et c'est bien sûr pour nous protéger, pour lutter contre la pandémie, que l'état Macronien (lui comme les autres)



restreint depuis plus d'un an les libertés individuelles et atteinte à tous les droits les plus fondamentaux des personnes. Nos libertés de se déplacer, de se réunir, d'aller et venir à notre guise ne sont plus qu'un souvenir. Face au déluge d'injonctions, de lois, de sanctions dont nous abreuvons les pouvoirs en place, nous nous sentons

comme de minuscules lilliputiens dans la main d'un géant terrifiant. Jamais sans doute les paroles des penseurs anarchistes du dix neuvième siècle Proudhon, Reclus ... fustigeant la volonté des états de nous soumettre pieds et poings liés à sa volonté n'ont paru autant d'actualité. Le poids de l'état est devenu si lourd que la majorité de la population aujourd'hui partage ce sentiment que cette période marquée par une restriction de nos libertés comme on n'en avait jamais connu est devenue insupportable. Les gens étouffent et souvent on entend des expressions comme « l'état nous considère et nous traite comme des enfants » ou « je vis très mal cette situation » ou « ces mesures sont absurdes » ou « nous sommes dans une dictature sanitaire ». Pourtant, aucun signe de révolte à l'horizon, la

multitude courbe les épaules, certains râlent un peu plus fort, très peu agissent ou tentent de s'opposer. C'est que pour l'immense majorité de la population, l'état est absolument indispensable au bon fonctionnement de la société. Une société sans état est pour eux une horreur, une abomination, une impossibilité. L'état peut bien prendre des mesures à l'évidence contraires à leurs intérêts, dangereuses voire même catastrophiques, rien n'y fait. On a

beau expliquer que des sociétés sans état ont existé, que même ces sociétés sans état, sans hiérarchie, sans domination et sans exploitation ont fonctionné pendant la majeure partie de l'histoire humaine, ils restent soumis comme des agneaux qu'on conduit à l'abattoir. Pour le commun des mortels, il n'y a pas de société sans état, sans un pouvoir central, organisateur et

dominateur en chef, un pouvoir qu'ils imaginent comme un protecteur, une sorte de super père dont ils seraient les enfants. Bien entendu, l'état en prenant des mesures fait tout ce qu'il peut pour entretenir cette idée dans la tête des gens mais la réalité n'a rien à voir avec cette vision. Tous les anthropologues sont d'accord, l'état a été inventé il y a quelques millénaires pour protéger la classe des dominants, pour assurer sa domination sur le reste de la société et à travers les siècles il a merveilleusement rempli ce rôle. L'état est totalement au service des maîtres, des possédants, et il fait en sorte de neutraliser par la force ou la ruse tout ce qui pourrait menacer l'ordre social existant. Et c'est pour assurer au mieux cette fonction de protection de l'ordre existant que depuis sa naissance l'état cherche sans cesse à développer et perfectionner ses instruments de contrôle de la société. Sa volonté est de tout connaître, tout surveiller, tout contrôler, d'inspirer la peur en sanctionnant sans pitié pour éviter que les classes dominées, celles qui produisent les richesses dont se gavent les dominants se révoltent et mettent à bas l'ordre inique qu'il protège. Peu importe en réalité, et l'histoire l'a abondamment démontré la nature de la classe dominante. Que le régime soit une royauté absolue, une république bourgeoise de droite ou de gauche, une dictature militaire d'extrême droite, une démocratie populaire ou une dictature prétendument socialiste ou communiste, l'état est toujours au service des vainqueurs. Lors d'un changement de régime, la police ne change pas ; ses nouveaux maîtres peuvent bien lui demander de pourchasser ses anciens patrons; elle le fera sans état d'âme. C'est un simple jeu de chaises musicales : Staline donnait comme preuve de la félonie de Trotski le fait qu'en tant que ministre des armées, il avait laissé les anciens généraux tsaristes à leurs postes. Il oubliait de dire que lui même, alors en charge de la police avait conservé intact tout l'appareil policier de l'ancien régime, il avait besoin de leur savoir faire en matière de répression pour écraser ses opposants. On peut dire qu'état et société divisée en classes antagonistes sont indissolublement liés ; l'un ne peut pas exister sans l'autre et toutes les révolutions qui ont essayé de transformer la société, de la rendre

plus démocratique, plus égalitaire en conservant l'appareil d'état ont échoué et ont abouti à la création de systèmes d'oppression effroyables. Une nouvelle classe dirigeante apparaît à la place de l'ancienne mais pour l'immense majorité de la population rien ne change. Pendant des siècles, les états se sont principalement appuyés sur la force pour régner mais les états modernes ont su évoluer et ils préfèrent maintenant donner le change en masquant leur dépendance par rapport aux classes dominantes. Pour cela, ils ne lésinent pas sur les moyens et ils se donnent un aspect plus ou moins social. L'état dit aux gens, c'est la santé publique, la sécurité sociale, les caisses de retraite, la justice, la police et l'armée qui nous protègent de nos ennemis, c'est le RSA et les aides sociales... l'état protège les faibles est un cri général. Tous ces braves gens oublient que l'état ne produit rien, il se contente de redistribuer ce qui est produit par les travailleurs, il prend à tous (même les plus pauvres payent des impôts) pour redonner à certains et au final ce qu'il donne aux couches les plus pauvres est peu par rapport à ce qu'il donne aux classes dominantes : sécurité, prestige, pouvoir et argent sous forme d'aides ou de marchés. Nous anarchistes nous voulons construire une société réellement égalitaire, sans classes antagonistes, sans exploitation de l'homme par l'homme et nous pensons que toutes ces fonctions dites « sociales » qui contribuent à rendre la société moins inégalitaire actuellement gérées par l'état peuvent sans problème être confiées à des organismes directement issue de la société civile, directement autogérés par les populations. Nous voulons supprimer définitivement tous les organes étatiques qui ont pour simple but de nous priver de nos libertés, qui font de nous de simples numéros, juste bons à travailler, à consommer, et à payer et qui décident à notre place ce qui est juste et bon pour nous et la société. Nous sommes grands, nous sommes adultes et nous voulons reprendre la maîtrise de tous les aspects de notre vie. Une autre société est possible : il ne dépend que de nous d'entreprendre sa construction mais auparavant il nous faudra nous débarrasser de l'état.

## La véritable liberté passe par la destruction de l'État

**L'**être humain est un animal social, et sa libération de l'oppression capitaliste, se fera forcément collectivement, jamais individuellement. Cette liberté absolue passera forcément par la destruction de l'état et y établir le communisme libertaire, c'est la seule condition qui peut garantir l'abolition des classes sociales, de la soumission des hommes et des femmes au capitalisme.

Nous précisons le terme communisme libertaire, car au nom du communisme des millions de gens à travers le monde sont morts. Ces communistes là, étaient loin d'être des anti-étatistes : ils n'ont jamais vraiment détruit les hiérarchies sociales et certainement pas l'état, qui mine de rien justifie et garantie l'existence des classes sociales.

La véritable liberté c'est l'aboutissement de l'affirmation de la

communauté humaine. Ce n'est en aucun cas la liberté de la circulation de l'argent, de commercer, d'économiser... C'est à dire une liberté qui permet aux exploités de tout poil de la considérer comme une valeur déterminante. La véritable liberté pour laquelle nous nous battons est l'avènement d'une communauté humaine, solidaire, et libérée des divisions sociales, et forcément une liberté collective.

Pour imposer et maintenir sa domination, la bourgeoisie impose sa conception de la liberté. Elle affirme ainsi qu'elle est la pierre angulaire du système capitaliste et prétend que sa conception du monde est incontournable pour le progrès humain, auprès de ceux-là mêmes qu'elle exploite, criant à qui veut l'entendre, avoir atteint la fin de l'histoire.

Elle estime que le mode de production capitaliste est la solution indépassable et attribue tous les malheurs de l'humanité au manque de la liberté d'entreprendre.

## 6●●●●Politique●

La différence entre le prolétariat et la bourgeoisie, est que cette dernière est propriétaire et gestionnaire des moyens de production. Elle n'est intéressée que par le développement du capital, en remodelant en permanence les conditions d'exploitation du prolétariat.

Il est clair que l'idée de l'abolition du salariat ne peut que signer l'arrêt de mort de la bourgeoisie. En défendant le salariat, elle défend une artère vitale qui relie le prolétaire au capitaliste. Il est évident que cette classe sociale a tout intérêt à lutter tous azimut contre une quelconque idée qui remettrait en cause sa domination économique et sociale. Elle dispose pour cela de leviers économiques, étatiques, politiques et médiatiques. Elle n'hésite pas d'ailleurs à calomnier ceux qui la combattent. On citera par exemple un journaliste de renom sur télé-poutine (RT) qui expliquait que les origines du nazisme venaient de la fusion entre l'anarchosyndicalisme et le nationalisme ! Il faudrait peut-être lui expliquer à ce monsieur d'où ça vient exactement, ça risquerait de ne pas lui plaire (NDR : en fait c'est plutôt la fusion du nationalisme allemand avec la très démocratique et modérée aile droite du SPD. Elle s'était en effet joliment distinguée dans la répression sanglante contre les Spartakistes et Anarchistes allemands au lendemain de la 1ère guerre mondiale).

La bourgeoisie a tout intérêt à cacher sa nature dominatrice : plus elle est forte, plus elle prétend qu'elle n'existe pas (selon G. Debord). Elle fait disparaître le prolétariat en le dissolvant dans la « classe moyenne ». Elle veut également empêcher toute tentative de révolution sociale, par la production d'une multitude de réformes afin de déminer toute tension sociale, avec quand cela ne suffit pas, le recours aux forces répressives de l'état, ses tribunaux et ses prisons.

Les états notamment ceux dit « démocratiques », « occidentaux », et en particulier dans le monde anglo-saxon, inventent ou plutôt réinventent, des pseudos théories sur le « genre », la couleur de peau, ou la sexualité comme des déterminismes indépassables. Tout est bon pour pouvoir asseoir la domination du fétichisme de la marchandise. La lutte des classes devient contradiction entre citoyens (pour le droit et l'égalité). Pour imposer le monde à son image, la bourgeoisie

impose ses valeurs comme étant éternelles : ainsi le progrès, la démocratie, la famille, l'état, parfois la religion... deviennent des concepts absolus. Ces concepts sont relayés par toutes sortes de laquais, comme beaucoup de ces journalistes, historiens, scientifiques, philosophes, artistes, médiatiques qui propagent consciemment ou inconsciemment leurs idées, au service de l'état. Ils tiennent le discours que le monde dans lequel nous vivons est indépassable, et que si nous voulons la démocratie il faut accepter « l'économie de marché ».

Toute velléité de remise en cause de ce système est suspectée de totalitarisme.

**... Ces capitalistes décomplexés et arrogants, sont aussi les premiers à réclamer que l'état garantisse la "liberté", quitte à réclamer un état fort, qui rende le vote obligatoire, qui répriment violemment les gilets jaunes...**

La grande force du capitalisme moderne est sa sacralisation de l'individualisme-roi, qui permet à une personne vendant sa force de travail sur le marché de l'emploi de se croire libre propriétaire de lui-même, à l'opposé de l'esclave qui lui appartenait à son maître. Dès lors, le prolétaire contrairement à l'esclave, doit convaincre le propriétaire de l'outil de travail, le marchand d'acheter sa force physique ou intellectuelle, comme une marchandise. Généralement il ne peut faire que ça puisqu'il ne possède rien d'autre.

La liberté, nous l'avons et nous sommes libres de nos destins... de fait, notre seule liberté est celle de vendre nos services pour travailler. L'ouvrier,

l'employé, le salarié, n'est à cet égard pas très loin de la prostituée et le salariat donc qu'une des innombrables formes de prostitution.

Avec un tour de passe-passe, tous ces idéologues du libéralisme économique, ces journalistes à écharpe rouge, vantent à longueur d'années la liberté d'entreprendre et glorifient le travailleur libre, celui qui ne fait jamais grève.

Ces apôtres du libéralisme musclé, ces capitalistes décomplexés et arrogants, sont aussi les premiers à réclamer que l'état garantisse la « liberté », quitte à réclamer un état fort, qui rende le vote obligatoire, qui répriment violemment les gilets jaunes, et qui les protègent des ouvriers qui menacent de faire sauter l'usine où ils travaillent.

La seule liberté que puisse espérer le prolétariat c'est travailler ou crever !

---

### **Appel au meurtre dans l'éducation nationale : se taire c'est être complice.**

IAATA (Information Anti Autoritaire Toulouse et Alentours) est un site internet collaboratif, qui se veut un outil d'échange et d'élaboration de réflexion collective en lien avec les luttes locales. Le site décrit son parti pris de la manière suivante : « Nous pensons que ce qui nous empêche de vivre nos vies par nous-mêmes est dû au pouvoir que quelques un.e.s prennent sur les autres. » Tout individu peut proposer un article, qui est validé par une équipe de modération, laquelle vérifie notamment la conformité des idées

exprimées avec les valeurs portées par le site. Tout article publié sur le site a donc reçu un avis favorable de la part de l'équipe du site.

Le 9 février 2021, un article anonyme est publié, sous le titre « Charlie, voile, laïcité et racisme dans l'Education Nationale ». En ouverture, on y lit une apologie du crime de Samuel Paty, avec des arguments directement empruntés aux justifications islamistes de cet assassinat :

« Aujourd'hui, il y a un nouveau pins: « je suis Samuel Paty ». « Je suis », un prof raciste, qui a cru pertinent de montrer des caricatures islamophobes, en les présentant comme un modèle à suivre de la liberté d'expression, et a discriminé ses élèves en proposant à ceux qui seraient choqués de sortir de classe. »

Mais le haut le cœur qui saisit à la lecture de cette prose digne de Daesh, continue ensuite, avec l'appel même pas voilé de l'auteur anonyme à perpétrer pour les mêmes motifs fallacieux un nouvel assassinat, en l'occurrence celui de Fatiha-Agag Boudjahlat : « Verrait-on bientôt des pins « je suis Fatiha-Agag Boudjahlat » ? »

Et c'est à une vraie épuration de l'éducation nationale que l'auteur anonyme appelle : « Le racisme dans l'Education Nationale, ce n'est pas seulement le/la prof tellement raciste que sa haine saute aux yeux de tou.tes, c'est aussi le/la prof qui se dit antiraciste, républicain.e mais pense que « le voile musulman est un objet de soumission de la femme » Ce que l'auteur anonyme fustige chez ces profs c'est leur pensée, pas leurs actes : le simple fait de penser que le voile est un instrument de soumission – ce que pourtant le syndicaliste révolutionnaire tunisien Tahar HADDAD, ancien étudiant de l'Université islamique de la Zitouna, avait déjà démontré dans les années 301.

C'est à une véritable chasse aux hérétiques, à une police de la pensée qu'appelle ce texte, invitant à traquer les impurs : « lutez contre la gangrène, par tous les moyens. ». Par tous les moyens ... Cet appel fait écho à un slogan très en vogue dans le milieu antifa « la gangrène fasciste on l'élimine ou on en crève ». C'est donc bien encore un appel à peine voilé à l'élimination physique que lance l'auteur de ce texte qui regrette par ailleurs que les profs qui ne plient pas face aux injonctions islamistes bénéficient de la «protection fonctionnelle, voire même de la protection policière ». Non, vous ne rêvez pas, l'auteur anonyme ne s'indigne pas que des profs soient menacés de mort par des islamistes, mais au contraire il regrette que les profs menacés soient protégés pour empêcher les terroristes islamistes de passer à l'acte ! Pourtant, pour paraphraser IAATA, ce qui a

empêché Samuel Paty, comme les spectateurs du Bataclan ou les flâneurs des terrasses de 2015, de vivre leur vie c'est le pouvoir que quelques-uns ont pris de leur retirer la vie ...

La CNT-AIT, organisation anarchosyndicaliste, ne partage pas tous les choix idéologiques de tous les profs menacés. Certains sont même de fiefés réactionnaires. Mais la lutte contre la réaction et pour l'émancipation se place sur le terrain politique, dans la liberté d'expression absolue et dans le débat voir même la polémique. Or IAATA a choisi de publier ce texte, mais de ne pas permettre d'en débattre, puisqu'aucun commentaire qui a pu être adressé au texte n'a été validé par les administrateurs du site. En ce sens, IAATA s'éloigne radicalement de son ambition anti-autoritaire, pour au contraire servir de marchepied à une tentative même pas dissimulée d'infiltration islamiste en milieu militant.

Pour ce qui nous concerne, considérant que le silence ferait de nous des complices, nous cessons immédiatement toute publication sur IAATA tant que le collectif d'administration n'aura pas clarifié sa position vis-à-vis de ce texte et d'autres du même tonneau qui pourraient être publiés à l'avenir. Et d'ici là, nous tenons IAATA comptable de ce qui pourrait arriver demain à la vie de Fatiha-Agag Boudjahlat.

Ni Dieu, ni maître,

Si tu veux être heureux, fout le bon dieu dans la merde ! CNT-AIT

*1-LE VOILE, UN INSTRUMENT DE DOMINATION MASCULINE ET D'EXCLUSION DES FEMMES, Tahar HADDAD, extrait de « Notre femme, dans la Charia et la société », Tunis, 1930  
<http://cnt-ait.info/2020/01/29/tahar-haddad/>*

Nous rappelons dans ce numéro d'Anarchosyndicalisme comment Trotsky a diffamé les marins de Kronstadt pour justifier leur massacre. Ce procédé a inspiré toutes les idéologies totalitaires du XXIème siècle et continu de se reproduire dans une littérature honteusement diffusée par certains "milieux radicaux".

C'est dans ce registre qu'un texte intitulé " Charlie, voile, laïcité et racisme dans l'Education Nationale", a été repris sur certains sites "anti-autoritaires" (à notre connaissance, IAATA et Indymedia Nantes )

Les auteurs anonymes n'ont pas hésité à utiliser ces mêmes techniques de diffamation en qualifiant de racistes des enseignants qui ont le tort de ne pas penser comme eux; . "Le racisme dans l'Education Nationale, c'est aussi le/la prof qui se dit antiraciste, républicain.e mais pense que « le voile musulman est un objet de soumission de la femme » écrivent t-ils .

Ce faisant ils Justifient l'ignoble attentat contre Samuel Paty coupable selon eux, d'avoir " cru pertinent de montrer des caricatures islamophobes" et mettent en danger de mort les autres qu'ils dénoncent nommément à la vindicte des fanatiques.

Rien ne saurait mieux dire le système de pensée qui domine ces "milieux radicaux ", ce mélange écoeurant de délation, d'antisémitisme, de censure et de fascination pour la terreur islamiste est en totale opposition avec les idéaux libertaires .

### pour nous rencontrer :

Passez discuter autour d'un café, tout les samedis de 17 H à 19 H. Au 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse.

ou passez aux tables de presse sur les marchés : Samedi matin au marché de Montauban, Dimanche matin à Toulouse ( Jules Guesdes 10 H 30, et St Aubin 12 H 30.

Sur internet : [contact@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaittoulouse.lautre.net) ou le site <http://www.cntaittoulouse.lautre.net>

facebook : cnt-ait toulouse

## La solidarité est une arme

En 1791 la loi Le Chapelier abolissait le vieux système des corporations de métier et interdisait aux travailleurs comme d'ailleurs aux patrons de s'organiser entre eux pour faire valoir leurs droits. La « main toute puissante du marché libre » était censée régler les rapports entre patrons et ouvriers.

Les ouvriers s'aperçurent très vite que en dernier recours l'état intervenait systématiquement en faveur des patrons et des propriétaires lorsque les conflits devenaient violents. L'état n'était pas le juge impartial qu'il prétendait être. A l'origine du syndicalisme on trouve donc cette idée que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux mêmes pour défendre leurs intérêts, qu'en aucun cas l'état qui par ailleurs dans tous les autres domaines prétend assurer seul la protection des citoyens, ne peut pas remplir cette fonction de juge équitable tout simplement expliquèrent les penseurs socialistes ou anarchistes du XIX<sup>ème</sup> siècle par ce que la société est divisée en classes sociales antagonistes et que l'état, création des maîtres est au service de la classe dominante. La loi est au service des dominants, elle est faite par eux pour protéger l'ordre existant, pour faire en sorte que rien ne change. Et c'est parce qu'ils avaient bien assimilé ces vérités, parce qu'ils n'attendaient aucune aide de leur ennemi, l'état que les premières associations de travailleurs se constituèrent en marge des institutions, d'une façon quasi clandestine. Elles se fixaient pour objectif de défendre les intérêts des travailleurs et de transformer radicalement la société existante, ces deux objectifs étant dans leur esprit indissociables. Mais pour remplir sa fonction principale, pour protéger l'ordre existant, l'état se doit de contrôler, surveiller et au besoin réprimer toute tentative de regroupement de personnes voulant réorganiser la société. Profitant donc du fait que dès le début dans les associations ouvrières, des débats très vifs au sujet de la stratégie à suivre sont nés : à coté des partisans de la révolution sociale, certains voulaient simplement réformer la société, d'autres pensaient qu'il fallait y aller progressivement, par étapes, la plupart voulaient participer au jeu électoral, l'état s'est ingénié à mettre en place puis à développer tout un arsenal de lois qui sous prétexte de défendre les intérêts matériels des travailleurs ont abouti à les déposséder de leur liberté, de leur autonomie, de leur droit à décider seuls de ce qui les concerne. Dans la fable de La Fontaine « le chien et le loup », le chien a échangé sa liberté contre une gamelle de soupe et une niche. En échange d'un repas tous les soirs, il doit supporter la laisse et le collier, il n'est plus libre. C'est un marché semblable que l'état a proposé aux représentants de la classe des travailleurs: « moi, l'état je vous donne des conditions de vie meilleures, la retraite, la sécurité sociale, le SMIG, le code du travail mais désormais vous accepterez d'obéir absolument à mes lois, à mes règlements. Mes règlements préciseront tout ce qui vous est permis et ce qui vous est interdit, les procédures que vous devrez suivre pour créer et organiser vos syndicats, vos modes de protestation et de lutte etc etc. . Même la révolte est aujourd'hui codifiée, réglementée et le moindre écart est instantanément sanctionné. La moindre manif est soumise à déclaration préalable à la préfecture, la moindre distribution de tract est surveillée, contrôlée etc En acceptant ce marché, en acceptant que les règles formalisées et imposées par l'état définissent leur mode de fonctionnement, les organisations

représentatives des travailleurs ont abandonné toute perspective d'émancipation. Ces organisations qui s'étaient fixé pour objectif ultime et essentiel le renversement du vieux monde capitaliste, la construction d'une société sans classes sociales, égalitaire et libre sont devenues les cogérantes du système en place, les partenaires de l'état et des patrons. Et comme dans tout bon partenariat, on a assisté à une répartition des rôles : à l'état les fonctions régaliennes (armée, justice, police plus quelques services publics (de moins en moins...); aux patrons la gestion de l'économie et aux organisations syndicales, la gestion de la classe des travailleurs. Le système capitaliste est fondamentalement injuste, inégalitaire, anti-démocratique, mortifère ... Il génère donc en permanence de par sa nature même des sentiments de révolte, des envies de révolution chez les personnes les plus conscientes. Le rôle dévolu aux syndicats institutionnels va donc être de gérer au mieux ces populations, de guider leurs révoltes dans des impasses, de fournir des dérivatifs à leurs envies d'insurrection voire de révolution. Pour assurer au mieux cette fonction, pour prix de leur soumission et c'est également pour l'état une manière de s'attacher leur loyauté, ces syndicats se sont vu accorder nombre d'avantages sous forme financière ou de prestige. Participation aux instances dirigeantes de nombre d'organismes sociaux, gestion de comités d'entreprises, d'œuvres sociales, subventions multiples etc etc. . Les syndicats institutionnels participent à la gestion du système, leur intérêt réel se confond avec celui du système et leurs instances dirigeantes tirent de leur fonction des avantages matériels et de prestige considérables. Pour vendre aux travailleurs, leur camelote, ils utilisent les mêmes arguments que n'importe quel commercial : les uns vont mettre en avant leur combativité, n'hésitant pas à se dire révolutionnaire, d'autres au contraire se prétendent réalistes, prônant les vertus du dialogue, tous se disent les vrais défenseurs des intérêts des travailleurs. La concurrence entre eux est formidable, aussi intense qu'entre des vendeurs de voitures. C'est que leur « rémunération » dépend directement du nombre de clients séduits par leurs discours, du nombre de voix récupérés lors des diverses élections professionnelles, de leur représentativité. Tout est bon pour séduire leur clientèle, pour attirer l'électeur. En réalité, ils poursuivent tous le même but: masquer la réalité du système, détourner les colères populaires, construire le dogme qui affirme que le système actuel est le seul possible, qu'il est indépassable, que c'est ça ou la barbarie la plus horrible. Et en participant ainsi à la popularisation de ce mensonge absolu ( en réalité l'humanité a vécu pendant la majeure partie de son histoire sans chef, sans état et sans hiérarchie), ces organisations dévoilent leur vraie nature d'illusionnistes: ils entretiennent l'illusion qu'ils sont au service des travailleurs, et en même temps, ils nourrissent la foi religieuse irrationnelle de la population dans le système. Pour briser ces totems, pour dissiper les nuages d'illusion qui emprisonnent les majorités exploitées, il n'y a pas d'autres solutions que l'usage de la raison. Ce n'est que par un lent travail d'éducation, théorique et pratique, que l'on pourra rendre aux populations soumises le goût de la liberté et la volonté de mettre un terme définitif à un système servile, odieux et au final suicidaire.



## QUELQUES REMARQUES A PROPOS D'UN CONFLIT DU TRAVAIL

**P**ourquoi lutter, comment lutter ? Pourquoi lutter : la réponse est évidente, le monde dans lequel nous vivons est fondamentalement injuste, inégalitaire, les écarts de richesse sont devenus incommensurables et rien absolument rien ne peut les justifier. Pire encore, ce système est suicidaire et en ce début de siècle nous découvrons chaque jour un peu plus que sa violence folle s'exerce non seulement vis à vis des humains mais également vis à vis de la nature, des animaux, de la planète toute entière : pour s'appropriier plus, encore plus de richesses, des individus, des entreprises, des états n'hésitent pas à détruire les équilibres naturels les plus fondamentaux.

Le capitalisme constitue une menace mortelle pour la vie sur la planète. Comment lutter ? Pour nous, anarchosyndicalistes, la réponse est simple : partout et en tout lieu, nous affirmons notre souci de l'éthique, notre volonté de faire respecter notre dignité, notre impératif de justice sociale, notre refus des compromis. A la force brutale des dominants et à la violence du système, nous opposons nos valeurs, la collaboration de tous, la solidarité et l'entraide entre les exploités, la conscience du but à atteindre et la force que nous donne la certitude qu'il n'y a pas d'autres voies possibles, que notre lutte est juste et qu'elle est riche de sens. Aussi, lorsque l'un de nos compagnons, porteur et défenseur de ces valeurs est victime de harcèlement dans l'entreprise dont il est salarié, poursuivi en justice et sanctionné gravement simplement pour avoir simplement affirmé ses droits et tenté de les faire respecter, ce sont tous les anarchosyndicalistes qui se sentent attaqués. Dans cette entreprise de Montluçon, productrice de produits chimiques, notre compagnon Juani suite à son engagement syndical révolutionnaire et à son militantisme subit les foudres de la direction qui d'une part essaye de lui coller sur le dos la responsabilité « d'erreurs » dans le travail qui ne sont pas de son fait et d'autre part saisit l'occasion d'une distribution d'un tract syndical sur la voie publique à l'entrée de l'usine pour le mettre à pied, le priver de salaire et le convoquer à un entretien préalable à son licenciement. Le tract pourtant ne faisait qu'exprimer un sentiment largement partagé par nombre de travailleurs de l'entreprise en dénonçant le double discours d'une multinationale BASF client principal de l'entreprise, qui à la fois, se permet de donner des leçons à ses fournisseurs en se prétendant vertueuse en matière d'écologie et de pratiques sociales, alors qu'en réalité (de nombreux reportages et témoignages publiés dans une multitude de journaux, de revues et sur internet l'attestent) elle est uniquement préoccupée de maximiser ses profits, et n'hésite pas pour cela à mettre en danger la santé des populations et à opprimer ses nombreux salariés. Dans la foulée de cette sanction aussi révoltante que disproportionnée, notre compagnon avec d'autres salariés a déclaré la création d'une section syndicale d'entreprise. Lors d'une manifestation contre la loi Sécurité, notre compagnon a proposé à toutes les personnes éprises de justice de venir le soutenir



en participant à un piquet lors de cet entretien. Plusieurs personnes dont des membres d'organisations syndicales (CGT, SUD, dirent leur soutien et leur volonté d'être présent. Le jour dit 25 personnes organisées (CNT AIT, CGT, CNT SO, FI), ou inorganisées (anarchistes, individuels ...) se retrouvèrent devant la porte de l'entreprise. Notre compagnon assisté par un militant du jeune syndicat FO de l'entreprise se rendit à la convocation. Le patron lui confirma qu'il était sanctionné à cause de la distribution du tract syndical. Le représentant FO demanda au patron « d'être indulgent car Juani est âgé » etc propos assez misérabilistes et indignes car revenant à reconnaître la culpabilité de Juani. Cette personne n'a clairement pas compris que nous vivons dans une société de classe, que la loi est faite par l'état pour protéger les intérêts des patrons et que se reconnaître coupable, c'est refuser de lutter, c'est accepter d'être esclave. Les 2 militants CGT présents dans l'entreprise (représentant du personnel et suppléant) brillèrent par leur absence. Au total les militants syndiqués dans l'entreprise n'ont montré

aucune empathie, ils n'ont rien fait pour solidariser les travailleurs avec notre compagnon, expliquer les raisons du conflit, dénoncer la manœuvre scandaleuse du patron et la formidable attaque contre la démocratie que constitue le fait de sanctionner une simple distribution d'un tract syndical, sur la voie publique. Ils n'ont rien fait non plus, pour s'opposer ou au minimum dénoncer les manœuvres patronales, (embauche d'un

vigile, fermeture des portes de l'entreprise pendant la durée du piquet, refus d'accorder des autorisations de sortie aux ouvriers qui voulaient soutenir notre compagnon, menaces voilées etc). Deux jours après, notre compagnon était convoqué au tribunal judiciaire : le patron contestant la légalité de la création de la section syndicale. La secrétaire de l'UL CGT présente lors du piquet avait proposé publiquement de mettre notre compagnon en relation avec l'avocat de la CGT ; à la demande d'aide, elle répondit en conseillant d'annuler la création de la section CNT : à l'évidence, il est plus facile pour certaines organisations de tenir des propos enflammés ou d'agiter des drapeaux siglés que de soutenir devant un tribunal bourgeois la cause d'un militant anarchosyndicaliste. Malgré la défense vigoureuse organisée par la CNT AIT, deux jours ouvrés après qu'il ait reçu la convocation, Juani se retrouvait en compagnie de quelques militants devant le juge. Le lendemain, il apprenait que la création de la section syndicale était refusée. Il attend encore, privé de salaire et de revenus la nature de la sanction que la direction de l'entreprise va lui infliger.

*Info de dernière minute: le compagnon Juani viens d'être licencié pour une distribution de tract. Une caisse de solidarité pour notre compagnon est ouverte, pour nous écrire voici notre adresse: CNT-AIT, 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse. Envoyez vos chèques (ordre cntait) ou virement (ordre cdes) avec la mention solidarité J.C, iban: fr36 2004 1010 1603 0872 1H03 752*

## Pression au boulot, nous sommes tous concernés

**D**ans le monde du travail et de l'industrie aéronautique en particulier, il existe tout un arsenal pour mettre la pression aux salariés. Nous avons régulièrement des réunions du personnel, pour faire le bilan du travail accompli avec un « panneau de performance » où sont affichés divers graphiques, sur la qualité, le coût, la sécurité, l'assiduité du travailleur, les pièces rebutées, le délai des pièces livrées, avec une demande de (sur)qualité de plus en plus exigeante, tout en tirant bien entendu les salaires vers le bas, et probablement vendues au client à perte.

Régulièrement, on nous fait sentir sans nous le dire que nous faisons mal notre boulot, puisqu'il faut réaliser les pièces à la vitesse de la lumière, tout en fabricant de véritables œuvres d'art, dont un certain nombre finira tout de même à la poubelle.

On peut aussi souligner l'insistance de beaucoup d'usines de sous traitants aéronautiques, et d'avionneurs comme Airbus, sur la sécurité. Ils affichent les incidents et accidents dans les ateliers ou sur les trajets maison-travail, en indiquant le coût financier pour l'entreprise, avec au passage un ton bien infantilissant. La sécurité au boulot est devenue l'un des moyens de mettre la pression aux prolétaires. Loin de moi l'idée de remettre en question l'importance de la sécurité au travail ; mais force est de constater, tout du moins à l'endroit où je bosse, que cela fait partie de tout un arsenal pour culpabiliser les gens, au même titre que la sur-qualité, ou le temps de réalisation d'une pièce. J'ai eu l'occasion plusieurs fois d'en discuter avec mes collègues, qui sont eux résignés et disent « on est obligé de faire avec » ou des « on peut rien y faire »...

Le problème est que l'individualisme de notre société avec ces pressions diverses et variées que les salariés subissent quotidiennement, les conduit à des dépressions nerveuses ou des suicides.

En effet, avec l'individualisme forcené de notre société, les travailleurs se retrouvent souvent seuls face à la pression, ce qui peut expliquer les vagues de suicide dans certaines entreprises. J'insiste sur l'individualisme de la société dans laquelle nous vivons, car au temps de la révolution industrielle, au XIXème siècle, les travailleurs étaient loin d'être mieux lotis que nous, et quand ils arrivaient une catastrophe industrielle avec quelques milliers de morts et de blessés, ils repartaient au boulot presque aussitôt. Certainement pas parce qu'ils aimaient particulièrement leur travail, mais plutôt parce qu'ils n'étaient pas seuls face à l'adversité.

On assiste à une augmentation de l'exposition aux risques psychosociaux au travail comme par exemple le fait de devoir travailler sous pression, de vivre des tensions avec le public, d'avoir des difficultés à concilier travail et obligations familiales, de ne pas avoir les moyens de faire un travail de qualité, de subir l'abus de pouvoir d'un petit chef, la pénibilité physique, les contraintes des horaires, le travail répétitif, le fait de travailler avec la peur de perdre son boulot... Tout cela conduit souvent à une dégradation de la santé mentale.

Il faut savoir qu'un ouvrier dans la force de l'âge a une espérance de vie de 6 à 7 ans de moins que celle d'un cadre. Cela pourrait

expliquer le lien existant entre les conditions de travail, l'état de la santé et la position d'une personne dans la hiérarchie sociale.

Et si on ajoute à tout ça les aller-retours emploi-chômage, les CDD, l'intérim, les contrats de merde divers et variés, il est inutile d'en expliquer d'avantage.

Cela fait déjà un peu plus d'un an, c'est à dire un peu avant l'épidémie du COVID, que nous avons accueilli la nouvelle direction de l'entreprise où je travaille. Le nouveau PDG et les cadres dirigeants, nous ont dit que les choses allaient changer, que l'usine était en déficit, et que blablabla... Pour redresser la barre, ils comptaient licencier du monde. Pour résumer le discours du PDG, c'est : « je dois virer un certain nombre de personnes mais celui qui n'est pas content, je le fous dehors, syndicaliste ou pas ! » (en des termes plus diplomatiques bien entendu, quoique...).

Depuis lors, il règne une ambiance plus ou moins délétère au boulot, et l'arrivée de la pandémie n'a rien fait fait pour arranger les choses. Alors nous, les ouvriers de l'atelier, nous avons eu droit à une avalanche de retour des pièces, de la part du service qualité, pour non-conformité ou malfaçon, des retours client souvent pour des trucs insignifiants,. Nous sommes en plus sommés de nous expliquer sous prétexte qu'Airbus, SAAB, ATR, Dassault... (ou un autre avionneur important), exige telle ou telle qualité. Nous avons droit aussi à la pression sur les temps de réalisation des pièces, avec rien qui puisse nous donner une idée sur le temps qu'il faudrait pour réaliser tel ou tel produit. Nous sommes à la merci des petits et des grands chefs, qui eux peuvent nous mentir pour nous faire cravacher plus vite, voire nous sanctionner si ils considèrent que nous sommes trop lents.

Nos chers capitalistes-exploiteurs, à longueur d'années à la télé et dans les journaux, disent que nous sommes des feignasses, et que nous coûtons trop cher. En tant que simple ouvrier, je suggère donc aux dirigeants de l'usine où je bosse, de réduire un peu leurs salaires, dont celui du PDG qui à lui seul doit bien représenter entièrement la masse salariale d'un atelier d'usinage ou de montage, ça devrait déjà économiser un peu de fric !

Que faire dans de telles conditions ? Avant de suggérer le contrôle direct de la production par les travailleurs eux même, avec PDG éligible et révocable à tout instant, la première chose, est que les gens cessent d'avoir peur au travail et résistent aux pressions, de préférence collectivement.

Ce n'est certainement pas en allant voir un syndicat individuellement que les choses avanceront ;les syndicats heu... pardon les partenaires sociaux, les prud'hommes ou l'inspection du travail, ne sont là que pour temporiser notre souffrance face à l'exploitation. Ce sont des officines qui se basent sur le code du travail, qui sont en fait les règles du jeu dictées par le patronat et la bourgeoisie.

Le problème de la pression au travail est un problème de tous les prolétaires, autant ceux des bureaux que des ateliers, des chantiers ou des champs, c'est un problème que nous devons régler collectivement. Commençons modestement par la discussion entre nous au boulot.

## STEF MONTBARTIER EN GREVE : CONSOMMATEURS SOLIDAIRES !

**D**epuis un an, nous vivons une période exceptionnelle du fait de la crise COVID 19. Dans cette gestion sanitaire chaotique, nous avons tout de même pu continuer de survivre, grâce à l'implication et au dévouement des travailleurs des secteurs essentiels, qui ont tout fait pour que les chaînes d'approvisionnement puissent continuer de fonctionner. Ceci est tout particulièrement vrai dans le secteur alimentaire où la logistique (transport frigo, préparation des commandes, entrepôts frigorifiques) a permis que nous tous, consommateurs, nous puissions être approvisionnés sans pénurie.

L'entreprise STEF est le leader européen du transport et de la logistique sous température contrôlée. Une part significative des produits alimentaires consommés en France transitent sous forme brute ou transformée par le réseau Stef. Avec plus de 10 000 clients et plus de 100 000 livraisons par jour en phase normale d'activité, cette société européenne est bien évidemment au cœur de la chaîne alimentaire depuis le début de la pandémie de Covid. Le patron de STEF lui-même, Marc Vettard, à reconnu, dans une interview au journal professionnel de référence LSA, l'implication de tous les salariés alors qu'au début toutes les conditions de sécurité n'étaient pas réunies : «Je voudrais d'abord souligner la forte mobilisation de tous nos collaborateurs dans un contexte sanitaire très particulier et très précaire. Ils ont été remarquables et ont assuré leurs missions avec un vrai sens des responsabilités et de solidarité. Personne n'a renoncé malgré le défaut d'équipements, de masques ou de gel hydroalcoolique auquel nous avons dû faire face. »

La STEF dispose d'un site logistique à Montbartier. Les salariés de la STEF, qui travaillent dans le froid parfois à -20°C, avec parfois des horaires décalés tard le soir ou tôt le matin, pensaient que leur dévouement serait reconnu par le patron, par une revalorisation de leurs salaires qui ne sont pas ceux des flambeurs de la bourse. Mais face à la surdité de la direction, ils ont décidé de se mettre en grève le 17 décembre dernier pour obtenir le respect de leur dignité ! Depuis, ils organisent des piquets et des actions pour se faire entendre, et en premier, par nous les consommateurs.

Derrière chaque produit alimentaire que nous achetons, il y a un travailleur de la STEF. Nous leur devons une fière chandelle. Leur combat, c'est aussi le nôtre, car si les travailleurs essentiels ne réussissent pas à se faire respecter et reconnaître leur dignité, alors tous les autres, les travailleurs qui sont jugés non essentiels, seront traités encore moins bien qu'ils ne le sont actuellement.

On nous a promis que le monde d'après renouerait avec les jours heureux, et on voit qu'en fait c'est toujours la même logique d'une économie au service du profit, où les humains – travailleurs comme consommateurs – ne sont que des variables d'ajustement. Il est temps d'en finir avec et que l'économie redevienne utile à toutes et tous !

Pour cela, nous ne pouvons que compter sur notre solidarité entre travailleurs, et entre travailleurs et consommateurs, et nous méfions de tous les politiciens qui nous trahissent tous, demain comme hier, qu'ils aient été au pouvoir ou pas.

Pendant le premier confinement, certains exprimaient leur solidarité avec les travailleurs essentiels en applaudissant aux balcons. C'est



sympathique, mais ça ne suffit pas. C'est pourquoi nous vous invitons, en tant que consommateurs solidaires, en tant que travailleurs concernés, à exprimer concrètement votre solidarité avec les grévistes de STEF en lutte en soutenant leurs actions et en contribuant à la caisse de solidarité avec les grévistes.

**SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES DE STEF !**

### Fin de la grève à Stef Montbartier

Après plus de 40 jours de grève, les travailleurs de l'entreprise STEF de Montbartier ont choisi de reprendre le travail.

Malgré l'opiniâtreté d'un patronat de choc, ils ont obtenu un certain nombre de conditions (salaire, intéressement, panier et prime transports) supérieures à ce qu'il leur avait été proposé initialement. Cet aboutissement prouve encore une fois que la lutte par l'action directe reste la meilleure arme des salariés pour faire valoir leurs droits et leur dignité.

Les militants de la CNT-AIT ont soutenu cette lutte, en apportant une aide financière et en informant la population de la justesse de leur cause et de la nécessité de leur apporter un soutien solidaire. A l'issue de ce mouvement, la nécessité d'élargir, sans sectarisme ni a-priori, la solidarité de classe entre les exploités apparaît encore plus urgente.

CNT-AIT Montauban

*Le calendrier 2021 de SIA est paru. Le thème choisi :  
« Les murs dans le monde ».*

*SIA continue à mener des actions solidaires notamment auprès des réfugiés. Si vous souhaitez lui apporter votre soutien, vous pouvez commander 10€ le calendrier 2021 en vous adressant à :*

*SIA : [sia-toulouse@riseup.net](mailto:sia-toulouse@riseup.net) ou à  
CNT-AIT : [contact@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaittoulouse.lautre.net)*



## INCROYABLE MAIS VRAI: LONGTEMPS APRES SA MORT STALINE BOUGE ENCORE !!!

est du moins la macabre impression qu'ont pu ressentir les auditeurs d'une chaîne de radio publique en entendant fin décembre 2020, les propos de Fabien Roussel, actuel secrétaire général du P.C.F. . Interrogé à l'occasion du centenaire de la fondation du parti par un journaliste qui cherchait à le déstabiliser en lui rappelant que le pacte germano-soviétique d'août 1939 avait placé le P.C.F. dans une très inconfortable position, Roussel en brave petit soldat, n'a pas hésité à soutenir le choix du « pauvre Staline » (ce sont les termes employés) de s'allier à Hitler, reprenant avec un aplomb magnifique l'argumentaire traditionnel du P.C. : il s'agissait, ni plus ni moins de sauver la paix. Les conséquences immédiates de la ratification de ce traité le 23 août 1939 seront bien peu pacifiques, et les populations des pays frontaliers de l'Union Soviétique en feront la cruelle expérience dans les semaines et les mois qui suivront.

Il est quand même sidérant d'entendre en 2020 un secrétaire général prendre la défense de Staline et de la ligne choisie alors, pour ne pas avoir à reconnaître des « erreurs » et maintenir ainsi la fiction d'un parti qui a toujours suivi une orientation cohérente depuis cent ans . Dans la même veine on se souvient de l'ineffable Georges Marchais nous assurant que le bilan du socialisme soviétique était « globalement positif ». Malgré le temps qui passe et les grandes messes de déstalinisation de convenances, le déni continue.

Il faut bien avoir en mémoire le contexte politique et historique qui précède la signature de ce fameux traité par Joachim Von Ribbentrop (faux aristo et ex-marchand de champagne) et Viatcheslav Molotov (surnommé camarade cul de pierre en raison de sa phénoménale capacité à rester assis pendant de très longues réunions) . En août 1939, à la veille de la seconde guerre mondiale, la



situation internationale est extrêmement tendue et les démocraties occidentales reculent sans cesse devant les volontés expansionnistes du Reich qui vient d'annexer l'Autriche en 38 et d'occuper la Tchécoslovaquie en mars 1939 ; Mussolini au pouvoir depuis 1923 vient d'occuper l'Albanie. Barcelone est tombée en janvier, Madrid tombe à la fin du mois de mars assurant la victoire finale de Franco : en bref une année qui s'annonce particulièrement faste pour les dictateurs.

Au milieu de cette tourmente, quel est le positionnement du Komintern, du mouvement communiste international ? Il est bien évidemment totalement aligné sur la défense des intérêts de la « patrie des travailleurs ». Ses réalignements successifs traduisent en fait les hésitations du guide suprême qui négocie en même temps et en secret, avec les démocraties occidentales et avec le grand Reich, pour opter finalement pour le plus fort...

Après l'accession au pouvoir de Hitler en janvier 1933, la ligne « classe contre classe » qui prévalait jusqu'alors est abandonnée au profit d'une recherche d'alliance avec les partis démocratiques bourgeois : c'est la stratégie des fronts populaires mise en œuvre en France et en Espagne. Staline pense à ce moment là s'attirer les bonnes grâces des démocraties occidentales en optant pour une ligne non-révolutionnaire et uniquement anti-fasciste.

En Allemagne le K.P.D. (parti communiste) n'aura pas l'occasion d'appliquer la nouvelle ligne : fort de ses

300 000 membres et de son organisation paramilitaire Front Rouge, il pensait pouvoir se débarrasser sans trop de problèmes des nazis même parvenus au pouvoir : tragique erreur d'analyse.

Le parti communiste espagnol quand à lui va appliquer la ligne de l'unité anti-fasciste avec la rigueur que l'on sait, cherchant continuellement à saboter les réalisations révolutionnaires de la classe ouvrière et à contrer les organisations libertaires. Non seulement, les communistes persécutent avec férocité les partisans de la révolution

sociale au nom de la défense de la légalité républicaine et de la nécessaire unité anti-fasciste, mais ils taxent systématiquement tous les opposants à leur ligne « d'alliés objectifs » du fascisme, et les traitent en conséquence.

Voilà que quatre mois après la chute de Madrid (que l'état-major du P.C.E. appelait à défendre jusqu'au dernier souffle, avant de monter dans un avion pour Moscou) le « Vogid », le chef suprême signe en personne un traité de non-agression avec l'Allemagne nazie (lequel sera suivi un peu plus tard d'un traité d'amitié. Hitler devient donc très officiellement le partenaire de Staline. Ceux qui hier encore fusillaient à tour de bras les soi-disant « alliés objectifs du fascisme » se ramassent brutalement un violent mal de crâne (on les plaint beaucoup).

En fait pour l'ensemble du mouvement communiste mondial, c'est la stupeur et la sidération qui dominent ; le changement de ligne est on ne peut plus audacieux et nombreux sont ceux qui ont du mal à comprendre ce revirement à 180° : il s'agit là d'un exercice de contorsion idéologique particulièrement périlleux que seuls de grands maîtres en matérialisme dialectique parviennent à effectuer sans dommages, confrontés au défi impossible d'expliquer l'inexplicable. Ceux qui comprennent vite ne tardent pas à se manifester, ainsi par exemple le bureau politique du P.C.F. déclare dès le 25 août 39 avec la magistrale clairvoyance qu'on lui connaît : « ce traité est un inoubliable service rendu à la cause de la paix, qui ne privera aucun peuple de sa liberté, ni ne livrera aucun arpent de terre d'une nation quelconque ». Si c'est pas de la voyance extralucide, ça hein !!

Ceux que la signature du traité va toucher le plus durement, ce sont évidemment les communistes allemands qui ont inaugurés (en tant que prisonniers) les premiers camps depuis 1933. Quand aux militants qui pensaient avoir trouvé un refuge dans la « patrie des travailleurs », le traité va leur réserver une mauvaise surprise. Sur près de 500 militants réfugiés en U.R.S.S., déjà une bonne moitié a été incarcérée pour déviationnisme dans des prisons ou des goulags. Une des clauses du traité prévoit que les citoyens allemands détenus en U.R.S.S. seront remis aux autorités allemandes. Parmi ces communistes allemands, Margarite Baber Neumann vient de passer 5 ans au goulag de Karaganda ; le N.K.V.D. la livre aux SS en février 40 : elle passera les 5 années suivantes dans le camp de Ravensbruck : « Le groupe des agents du N.K.V.D. nous regardait nous éloigner. Derrière eux la Russie soviétique. Amère, je me rappelais la litanie communiste : patrie des travailleurs, rempart du socialisme, havre des persécutés ».

Aussi ahurissant que cela puisse paraître, une fois l'effet de stupeur passé, le traité germano-soviétique ne va pas provoquer de crise majeure au sein du mouvement communiste. En Russie, les éventuels oppositionnels savent ce qui les attend (les purges de 37 sont dans toutes les mémoires), en Europe Occidentale des militants quittent le parti mais en très petit nombre, l'obéissance et la discipline ont raison des crises de conscience : la foi demeure.

Mais bien au-delà des crises de conscience et des sidérations passagères que suscitent ce traité, les conséquences les plus funestes sont pour les populations des pays limitrophes de l'Union Soviétique : des millions de gens vont voir leur vie entièrement bouleversée. Une clause secrète prévoit en effet le partage de

l'Europe, tant Orientale que Septentrionale en deux zones d'influence,

l'une pour le Reich nazi, l'autre pour la Russie Soviétique.

Une semaine après la ratification du traité, la Wehrmacht envahit la partie occidentale de la Pologne et quinze jours plus tard, le 17 septembre l'armée rouge occupe à son tour l'est de la Pologne. Accueillie au départ comme une armée de libération qui vient arrêter l'avance des nazis, elle va rapidement s'avérer être une deuxième armée d'occupation. Au point de rencontre des armées, les soldats se livrent à des scènes de fraternisation, et le 22 septembre 39 à Brest Litovsk une parade militaire commune est organisée : troupes allemandes et russes défilent devant les généraux Heinz Guderian et Krivodiéine ; derrière eux croisés, le drapeau à croix gammée et le drapeau rouge soviétique....

Si les exactions de la Wehrmacht, des SS et des Einsatzgruppen (forces spéciales chargées des massacres et des exécutions de masse des populations juives notamment) sont connues, on sait moins que les Russes se sont eux aussi « brillamment » illustrés en Pologne. Alors que les nazis organisaient une « épuration ethnique » (déportation des populations juives vers les ghettos en attendant la « solution finale »), les soviétiques eux cherchaient à éliminer les classes supérieures puis assez rapidement, un peu n'importe qui, suivant l'humeur du moment des troupes du N.K.V.D. En quatre vagues successives de déportations de masse (février, avril, juin 40 puis 12 juin 41) on estime qu'environ un million de citoyens polonais ont été exilés vers le Kazakhstan ou vers le grand nord sibérien. Le transport s'effectue en wagons à bestiaux ; le ravitaillement est aléatoire et à chaque étape on sort les morts des fourgons. Pour beaucoup, c'est un voyage sans retour. Enfin, en avril 40, les soviétiques massacrent des milliers d'officiers polonais, prisonniers de guerre. Bientôt, la guerre d'annexion s'étend à la Finlande que l'armée rouge tente une première fois d'envahir en novembre 39 (il faudra un deuxième assaut pour y parvenir). En juin 40 ce sont les pays baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie) qui sont à leur tour envahis et annexés. Leurs populations connaîtront aussi déportations et exécutions de masse. La politique d'annexion de Staline ramènera plus de 440000 km<sup>2</sup> à la Russie soviétique. Bien loin d'être un traité au service de la paix, ce traité germano-soviétique entérine le partage de l'Europe orientale et septentrionale.

Avant d'être une nation agressée (à partir du 22 juin 1941), l'URSS a donc bien été un état prédateur. Du 1er septembre 39 au 22 juin 41 c'est à dire pendant presque deux ans, soit pratiquement un tiers de la durée de la seconde guerre mondiale, l'URSS s'est livrée à des guerres d'annexion tout à fait semblables à celles que menaient ses partenaires nazis. Ce sont là des faits avérés que certains préfèrent oublier, ne retenant que la glorieuse guerre patriotique du peuple russe contre les fascistes.

Que ce traité ait pu être un jeu de dupes où chacun cherchait à tromper l'autre, à gagner du temps en vue d'une confrontation que l'on prévoyait inévitable, c'est probable. Mais l'existence même de ce traité témoigne du peu de cas que le marxisme fait des valeurs dont il se réclame, preuve qu'il s'agit bien d'un système de pensée à géométrie extrêmement variable, dont le seul axiome reste : la fin justifie les moyens.

## Les 100 ans de la commune de Cronstadt

« ... Cronstadt on peut recommencer... ». Aujourd'hui en 2020/21, c'est par ce slogan que certains Trotskistes et autres marxiste-léninistes interpellent les Anarchistes et Anarchosyndicalistes, dans des manifs tendues. On constatera qu'ils assument complètement cette menace de mort. Cela fait déjà 100 ans que les contre-révolutionnaires bolcheviques ont écrasé, dans le sang et la terreur, une expérience authentiquement prolétarienne, « la première tentative populaire entièrement indépendante de révolution sociale faite directement par les classes laborieuses elles-mêmes » d'après Voline, et qui a été vite oubliée par les bourgeoisies de tout bord politique. La commune de Cronstadt est en effet un épisode de la révolution Russe qui a dévoilé au grand jour la vraie nature du régime bolchevique, de Trotski et ses avatars, de comprendre que Staline et le stalinisme ne sont que des évolutions logiques et naturelles du bolchevisme.

Beaucoup de révolutionnaires comme Alexandre Berkman ont eu une amère désillusion sur la nature de ce régime politique. Pour bien comprendre les choses nous allons faire un rappel historique. Il faut savoir que les marins de Cronstadt avaient déjà une forte tradition révolutionnaire avant 1921, et avaient joué un rôle important dans la révolution Russe de 1905. Ce sont eux qui furent parmi les premiers en 1904 à se révolter, et ce sont eux aussi qui ont été parmi les derniers à rendre les armes en 1906. Ils ont subi par la suite la répression tsariste mais leur esprit révolutionnaire resta inébranlable. Hormis la révolte contre les conditions politiques et sociales de l'époque, la situation des marins était difficile. Dans la Marine russe, la discipline était particulièrement sévère, en même temps capricieuse et déraisonnable : les officiers ne considéraient nullement les matelots comme des êtres humains !

La première guerre mondiale ne fit que renforcer l'esprit des marins cronstadiens. Surveillés et fichés pour non-conformisme politique ils furent envoyés au front pour compenser les pertes navales, certainement avec l'arrière pensée, qu'il en meure le plus possible. Ils durent aussi faire face au gouvernement provisoire de Kerensky après l'échec du soulèvement de juillet 1917. Ce dernier voulait que le



soviet d'ouvriers, de paysans et de soldat livre les meneurs. Ce à quoi les marins répondirent que « Il n'y a pas de meneurs parmi nous ; nous sommes tous des meneurs de grèves. »

Au début de l'année 1921, à la fin de la guerre civile, en Russie les gens s'attendaient à ce que les communistes réduisent les charges et abolissent les restrictions imposées en temps de guerre, qu'ils rétablissent les libertés fondamentales et que la vie normale reprenne son cours. Bien qu'impopulaire le gouvernement bolchevik avait l'appui des travailleurs. Malheureusement ces espoirs étaient vains, le gouvernement communiste n'avait aucune intention d'assouplir la tyrannie, bien au contraire.

La classe ouvrière de Petrograd mit peu de temps à s'exprimer ouvertement, ils accusèrent la politique bolchevique de centralisation, la bureaucratie et l'attitude autocratique envers les paysans et les ouvriers d'être responsable de la misère et de la souffrance de la population. De nombreuses usines avaient fermé et les ouvriers mourraient littéralement de faim. Ils décidèrent de se réunir pour pouvoir discuter de la situation catastrophique dans laquelle ils se trouvaient. Le gouvernement bolchevique interdit ces réunions, le prolétariat local s'offusqua de cette décision, le sentiment d'animosité contre les bolcheviques continua de s'accroître et les communistes ne voulaient faire aucune concession au prolétariat local. Des grèves débutèrent le 24 février et le gouvernement répondit aux revendications des grévistes par de nombreuses arrestations et par la suppression de plusieurs organisations ouvrières.

Ce qui se passait à Petrograd inquiétait beaucoup les marins de Cronstadt, et un mouvement de sympathie pour les grévistes de Petrograd prit naissance. Un comité de marins y fut envoyé pour y étudier la situation. Ainsi, le 1er mars eut lieu à Cronstadt sur la place Yakorni une réunion publique. Au cours de ce rassemblement, les marins envoyés à Petrograd le 28 février, firent leur rapport qui confirmait les pires craintes du soviets. Apprenant les méthodes des communistes pour mettre fin aux humbles revendications des ouvriers, l'assemblée ne mâcha pas ses mots. Le même 28 février les marins du Petropavlosk se mirent en accord avec du Sevastopol pour voter une résolution, qui exigeait, entre autre des ré-élections du

**AGENDA**

En raison du COVID, et pour éviter tout tracas aux gens, à cause de ce ridicule couvre-feu à 18H. Nous vous proposons de venir nous rendre visite à notre permanence  
 Tout les samedi de 14H à 17H30.

Le Collectif des Travailleurs de l'Aéronautique et d'Ailleurs  
 Organise régulièrement des réunions sur la situation économique du secteur de l'Aéronautique  
 Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT Toulouse  
 7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):  
 Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin de votre soutien ! Pour les retardataires, quelques calendriers SIA restent encore disponible, 10 Euros ou plus, à demander en écrivant au journal (chèque à l'ordre de SIA). Nous sommes aussi demandeur de soutien sous forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou produits de première nécessité. n'hésitez pas à passer aux permanences le samedi après midi à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des personnes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent commencer à oeuvrer localement pour diffuser nos idées et nos pratiques.  
 Si vous aussi vous souhaitez créer localement une initiative CNT-AIT, ou rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à prendre contact avec nous par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou par courrier (CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)  
 Pour en savoir plus :  
 Déclarations de principes et statuts de la CNT-AIT  
<http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141>  
 L'Anarchosyndicalisme en question et Fédéréseau : <http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme>

soviet dont le mandat était sur le point d'expirer. Cette résolution fut présentée à la réunion publique du 1er mars. Kalinine, représentant officiel du parti bolchevique et président de la république fédérée socialiste Russe, et Kouzmine, commissaire de la flotte de la Baltique, s'opposèrent avec acharnement à cette résolution. Au cours de cette même assemblée, on décida d'envoyer à Petrograd un comité afin d'expliquer aux ouvriers locaux les revendications du soviet Cronstadien et leur demander d'envoyer des délégués impartiaux, pour prendre connaissance de la situation réelle et des revendications des marins.

Ce fameux comité de Petrograd composé d'environ 30 membres fut arrêté par les bolcheviques. Ce fut le premier coup porté par le gouvernement communiste contre le soviet Cronstadien et le sort des membres du comité ne fut jamais élucidé. La réunion du 2 mars, à l'ancienne école d'ingénieurs de Cronstadt, regroupait environ 300 délégués et parmi eux, des communistes. L'ordre du jour était d'organiser les élections imminentes de l'assemblée sur des bases plus équitables. Le soviet revendiquait encore et toujours des soviets libres de toute ingérence d'un quelconque parti politique ; on voulait des soviets impartiaux ! Le délégué communiste Kouzmine, s'adressa à l'assemblée en vantant les mérites des commissaires, avec arrogance et insolence, il mit également en doute les motifs révolutionnaires cronstadiens, pour finalement leur déclarer ouvertement la guerre. Il est clair qu'après cet épisode les rumeurs les plus folles et un sentiment du suspicion envers les bolcheviques gagna tout le monde, au point que l'assemblée aborda le problème de l'organisation de la défense de la ville, contre une éventuelle attaque bolchevique. On décida en toute urgence de transformer le présidium de l'assemblée en comité révolutionnaire chargé de maintenir l'ordre et la sécurité de la ville.

Les bolcheviques n'attendirent pas pour organiser leurs attaques : le 2 mars , le gouvernement publia une ordonnance signée par Lénine et Trotski, qui dénonçait le mouvement de Cronstadt comme étant une mutinerie contre les autorités communistes. Le mouvement des soviets libres fut décrit par Lénine et Trotski comme « étant l'œuvre d'interventionnistes de l'entente et d'espions français ». Dans les journaux officiels toutes les calomnies y passèrent pour fustiger le mouvement cronstadien, notamment l'accusation d'être un foyer de « la conspiration blanche ». Ils envoyèrent des agitateurs communistes un peu partout en Russie et en particulier à Petrograd et à Moscou, pour appeler le prolétariat à se mobiliser contre le soulèvement contre-révolutionnaire de Cronstadt. Le comité de défense de Petrograd dirigé par Zinoviev, assumait un contrôle complet de la ville et de la province de Petrograd. Une loi martiale fut instaurée et toute réunion interdite. On prit des mesures exceptionnelles pour protéger les institutions du gouvernement. Des panneaux de proclamation affichés un peu partout dans les rues, ordonnaient à tous les grévistes de retourner au boulot, interdisaient les arrêts de travail et mettaient la population en garde contre tout rassemblement dans les rues. Si ces ordres n'étaient pas respectés, les autorités menaçaient de faire feu sur les champs. Le comité de défense entreprit un nettoyage systématique de la ville. On arrêta de nombreux ouvriers et soldats soupçonnés de sympathiser avec le soviet de Cronstadt. Les familles de marins vivant à Petrograd furent mises en état d'arrestation en qualité d'otages. On informa les marins de Cronstadt en lançant des tracts par avion de la prise d'otage de leur famille respective, en les avisant que s'il arrivait le moindre mal aux bolcheviques détenus, les otages le payeraient de leur vie !

À Cronstadt, personne ne voulait imiter l'exemple des bolcheviques, le soviet alla jusqu'à recommander de ne pas s'en prendre aux membres du parti communiste par vengeance. Les marins croyaient naïvement, que le gouvernement ne les attaquerait pas militairement. Et de toutes façons, ils refusaient de prendre l'initiative de l'offensive contre une éventuelle menace bolchevique.

À Petrograd, une rumeur persistante courrait comme quoi, les communistes préparaient une opération militaire contre la commune de Cronstadt, mais là aussi personne n'y croyait tellement cela semblait absurde. La population savait peu de choses sur la situation de cette ville, ils ne pouvaient donc que s'en remettre aux journaux communistes, et à leurs calomnies.

Le Petro-soviet se réunit le 4 mars 1921, et Zinoviev ouvrit la séance, où il démarra par une explication sur la situation de Cronstadt dans un long discours. D'après le témoignage d'Alexandre Berkman, le discours paraissait tellement improbable que les accusations de Zinoviev semblaient être de la pure invention. Cependant la décision fatale fut prise sur la seule base d'un document, appuyé par Kalinine, qui dénonçait de façon véhémement et hystérique les marins. Tout semblait avoir été préparé à l'avance. La résolution contre Cronstadt fût votée et les marins furent accusés de soulèvement contre-révolutionnaire envers le pouvoir soviétique.

Ce dernier exigea la reddition immédiate de la commune de Cronstadt. Le tout fut chapeauté par Léon Trotski qui intima l'ordre officiel de réprimer et de maîtriser les mutins par la force des armes. Il avait rassemblé ses forces : les divisions les plus dignes de confiance en provenance des divers fronts, des régiments Kursanti, des détachement de la Tchèque et des unités militaires formées exclusivement de communistes. Les plus illustres experts militaires russes furent envoyés sur place pour préparer le plan relatif au blocus et à l'attaque de Cronstadt. Les hostilités démarrèrent le 7 mars, à 18H45.

Cronstadt vivait avec l'espoir que les prolétaires de Petrograd viendraient à leur secours mais ces derniers étaient terrorisés. De plus, la ville était bloquée et isolée et ne pouvait compter sur l'aide de personne. La garnison était composée de moins de 14 000 hommes, dont 10 000 étaient des marins. La garnison devait défendre une forteresse très étendue. Les attaques répétées des bolcheviques renforcées par l'envoi de troupes fraîches, le manque d'approvisionnement dans la ville assiégée, les longues nuits blanches passées à faire la garde dans le froid : tout cela sapait la vitalité des assiégés. Ils ripostèrent désespérément et luttèrent héroïquement contre les assauts simultanés. Les marins n'avaient même pas de baïonnettes pour rendre l'approche impossible aux forces communistes.

Le matin du 17 mars les bolcheviques s'étaient emparés d'un certain nombre de forts. Ils pénétrèrent dans la ville par le point le plus faible de la défense de Cronstadt ; et c'est alors que commença le massacre le plus brutal. Dibenko, nommé commissaire de Cronstadt, fut investi des pouvoirs absolus pour « nettoyer la ville rebelle ». Il s'en suivit une orgie de vengeance avec l'aide de la Tchèque qui réclamait de nombreux prisonniers pour ses pelotons d'exécution nocturnes et systématiques.

Le 18 mars le gouvernement bolchevique et le parti communiste de Russie commémorèrent publiquement la commune de Paris de 1871 qui avait été noyée dans le sang des ouvriers parisiens par Gallifet et Thiers. Et en même temps, ils célébraient leur « victoires » sur la commune de Cronstadt ! Quelle sinistre ironie !!!!...



Sources : - la rébellion de Kronstadt d'Alexandre Berkman  
- la commune de Cronstadt « crépuscule sanglant des soviets » d'Ida Mett

## ----- **Brochures CNT-AIT**

*Si vous voulez nous apporter votre soutien, et que vous voulez en savoir plus sur nos positions.*

*Nous vous proposons nos brochures qui sont en vente, pour seulement 2 Euros/port compris. A l'adresse de notre journal.*

- *La lutte c'est pas du cinéma : dans les entreprises culturelles, des patrons comme les autres...*

- *Gilet Jaunes : 1 an de mouvement*

- *Blasphème ! Ces Anarchistes ne respectent donc rien !*

*Tome 1 : de Ravachol à Mila*

*Tome 2 : En Asie non plus*

- *Technique de lutte*

- *Grève des loyers : action directe contre la vie chère*

- *Anarchistes pas républicains, les Anarchosindicalistes et la résistance*

*Tome 1 : Des camps républicains du mépris aux maquis*

*Tome 2 : Quand les migrants et les parias tenaient les maquis du Cantal*

- *Équateur, octobre 2019 : éruption populaire dans la « terre du milieu »*

- *Les Anarchosindicalistes et la santé pendant la révolution Espagnole*

- *Algérie : 2001-2019, insurrection pour la liberté et la dignité*





*Courrier des lecteurs:*

Bonjour

J'ai lu les remarques des représentants syndicaux à propos du meurtre d' une collègue.  
 Ceux ci évoquent la misère sociale, mais ne portent pas un regard critique sur l' institution où nous exerçons.  
 Pour ma part j'ai pu constater des embauches de CDD qui ne sont pas formés.  
 Ceux ci, souvent s' efforcent à appliquer les directives : faire du chiffre.  
 J'ai pu assister à un entretien ou la collègue en CDD hurlait, j'écris bien hurlait sur le chômeur en disant;" si vous êtes inscrit c'est pour travailler" en l'obligeant à accepter des offres aide à domicile, dans un atelier. Elle a effectué cela plusieurs fois.  
 Je suis horrifiée qu' à part moi personne n' ai rien dit à cette personne alors que nombreux ont été ceux qui l'ont entendu et ce plusieurs fois.  
 Un des demandeurs d'emploi a aussi crier " oh arrêtez si vous continuez comme cela va mal aller".  
 Nous sommes soumis à des injonctions n'ont plus par les REP ou la direction mais par des référents prestations (collabos?) afin que nous nous nous soumettions de nous mêmes\_ aux directives.  
 Des nouveaux ateliers, services, réunion d'équipe tous les mois insipides et non structurantes. Pour conclusion je souhaite affirmer que la pression exercée sur les agents de Pole emploi, peut entraîner certains vers une dérive autoritaire et entraîner des violences. Non les demandeurs d' emploi ne sont pas violents ils souffrent en cette période, nous avons peu d'emploi à leur proposer alors il nous est demandé de les occuper afin de les faire sortir des listes.  
 Les chômeurs sont des individus maître de leur destin, nous sommes là pour les accompagner et non pas les diriger ou faire de la psychanalyse à la petite semaine.  
 Une digression les référents psychanalyste auxquels se réfère pôle emploi n' ont aucune reconnaissance dans Le domaine de la psychiatrie, à les lire on croirait feuilleter la revue Capital.  
 Autre chose, les croisements de fichier entre institutions font que de nombreux chômeurs se voient refusés le droit à l' ASS, et le paiement bloqué et obligation de rembourser l'ASS car revenus déclarés à l' URSSAF et non auprès de Pole emploi, je précise aussi qu' à la CAF il en est de même pour le RSA les chômeurs n'ayant pas demandé l' ASS voient leurs RSA coupé, et là, pas de remboursement exigé. Sachant que l' application de revenus insaisissable ne s'applique pas dans ce qui est dénommé comme fraude.  
 Un soutien est à amener aux chômeurs. J'ai cru comprendre, qu' a cette dérive managériale provoquant un meurtre il est répondu par plus de violence : la volonté de mettre des vigiles aux entrées de Pole emploi. Horrifiant! Encore une fois à une misère engendrée par ce système ; un désarroi de salariés toujours engendré par ce même système la réponse est la violence d' un état répressif.

Une salariée de Pôle Emploi

## **Antoine Nieto Galindo : fin du mandat européen d'arrestation et d'extradition**

Cette semaine, les compagnons de la section française de l'Internationale (CNT-AIT France) nous ont fait parvenir la bonne nouvelle que le mandat d'arrêt européen d'extradition qui était actif sur Antonio Nieto Galindo, pour des faits soit-disant commis en France, a été définitivement désactivé par le parquet parisien. à la demande de notre défense.

Cela paraît illogique, car même si l'ordre d'extradition a déjà été exécuté - le compagnon a été livré à la France en janvier 2020 - l'ordre européen d'extradition n'a pas été automatiquement désactivé. Il a fallu de nombreux mois et la médiation d'un avocat pour le supprimer du registre Informatique de la police et obtenir la cessation de sa diffusion internationale.

Nous mentionnons ce fait pour que l'on comprenne à quel point la machine de l'appareil judiciaire des États n'en a rien à faire de la vie des gens. Pour le compagnon, qui a quarante ans de prison sur son dos, qui a déjà traversé l'anxiété d'être extradé et qui a vu sa maladie s'aggraver pendant qu'il était retenu jusqu'à ce qu'il soit enfin libéré grâce à une erreur de procédure, cela signifie une énorme Différence.

Cela signifie qu'il ne fera plus de prison préventive (1), car il est très probable qu'un nouvel ordre d'extradition pour le même motif ne sera pas lancé. Le processus va maintenant se poursuivre jusqu'à ce qu'il soit définitivement réglé. C'est certain, mais de quelle manière nous ne le savons pas encore ? Donc nous ne pouvons pas baisser la garde et nous resterons attentifs aux informations qui nous parviennent de France pour continuer à apporter tout le soutien possible d'ici.

S'ils touchent à l'un d'entre nous, ils touchent à nous tous.

Nous avons déjà fait parvenir ce message aux institutions qu'à partir de ce moment où, mettant en pratique l'entraide, différentes sections de l'AIT (CNT AIT espagnole et français) ont uni leurs forces, ainsi que SIA (Solidarité antifasciste) et différents groupes anti-prison et particuliers en Espagne.

Ne baissons pas la garde, compagnons ! Nous continuerons de vous informer.

À bas les prisons et le système qui en a besoin ! Pour et par le communisme libertaire

Comité Pro-prisonniers de la CNT-AIT, régional de Levante

(1) Antonio est actuellement libre, sa rétention ayant été annulée suite à une erreur flagrante de procédure, il est en attente de son prochain jugement par les autorités judiciaires françaises.

## Enseignements de la révolte chilienne pour la situation politique en France

**L**e Chili a connu en Novembre 2019 un embrasement populaire, qui n'est pas sans rappeler le mouvement des gilets jaunes en France, par ses modes opératoires et son organisation à la base, en dehors des cadres politiques ou syndicaux habituels. Ces deux mouvements sont caractéristiques par leur organisation horizontale, l'absence de portes paroles ou de chefs, une revendication non pas quantitative mais qualitative, pour la dignité.

Nous avons suivi les événements au Chili, en traduisant les textes des groupes anarchistes chiliens<sup>1</sup> au fur et à mesure de leur parution et nous les avons publiés sur notre site internet (<http://cnt-ait.info>) ou notre page Facebook (@chatsnoirsturbulents).

Aujourd'hui nous les avons édités en brochures car – au-delà de la solidarité internationale – ce qui est en train de se passer au Chili nous semble intéressant à analyser car il éclaire la situation politique française et mondiale. Il ne faut pas oublier que pendant 30 ans le Chili a été l'école du modèle capitaliste contemporain, et qu'il semble bien qu'il puisse conserver ce statut de « laboratoire politique ».

La brochure s'ouvre par l'analyse sur la situation au mois d'Octobre 2020, réalisé par l'Assemblée Anarchiste de Bio-bío. Ce texte nous a paru important car il analyse comment le Pouvoir (partis politiques tous confondus, entrepreneurs, église ...) essaie de sortir de la crise tout en préservant sa structure, alors qu'elle est largement remise en cause par les manifestants qui aspirent souvent à un autre futur. Les partis politiques, et notamment les partis politiques de gauche, jouent à fond leur rôle de « pompiers du système » en prêtant leur concours à la mascarade du référendum pour le changement de Constitution. Alors que la demande des manifestants porte sur des mesures sociales et économiques, c'est une mesure politique – une nouvelle constitution – que le Pouvoir leur présente comme sortie de crise. Autrement dit, il s'agit de mettre en place une « nouvelle transition », faire en sorte que tout change (politiquement) pour que rien ne change (socialement et économiquement). Ce scénario d'une nouvelle constitution peut tout à fait nous être présenté demain en France, comme pseudo-sortie de la crise née de l'irruption des Gilets jaunes en Novembre 2018, puis de la crise née du Covid en 2020. Macron en reprend déjà partiellement l'idée, avec sa proposition de référendum sur la Constitution pour y intégrer l'écologie. Et tous les pseudos opposants mais vrais parasites du système politique dont ils se gavent, à savoir les Mélenchon et autre le Pen, aboient aussi pour l'arrivée d'une nouvelle constitution.

L'expérience Chilienne de la gestion privée des retraites, confiées à des Administrateurs de Fonds de Pensions est aussi éclairantes, alors que c'est ce modèle que la Capitalisme essaie de mettre en place en France depuis des décennies et que le gouvernement a annoncé sa ferme intention de pousser plus encore dans cette direction avec la soit disant Réforme des retraites.

Nous avons donc intérêt à suivre de près l'évolution de la situation au Chili, et apporter notre solidarité dans la mesure de nos moyens à ceux qui luttent là-bas pour des perspectives révolutionnaires. C'est

pour cela que nous avons ajouté dans notre brochure quelques textes sur les actions de solidarités prises par les sections de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs, internationale anarchosindicaliste) avec les révoltés chiliens. Et que nous appelons à la solidarité avec les milliers de prisonniers politiques Chiliens, tels nos compagnons Monica et Francesco.

### Des militants de la CNT-AIT

Brochure : Le Chili après un an de révolte populaire. Points de vue anarchistes. La Nouvelle Constitution : tout changer pour ne rien changer, ou quand les politiciens volent au secours de l'Etat et du Capitalisme ...

Téléchargeable en ligne : <http://cnt-ait.info/2021/01/03/le-chili-apres-un-an/>

Disponible au format papier contre 3 euros (port compris), écrire au journal



<sup>1</sup> Proyecto Educativo Libertario, Sindicato Oficios Varios SOV de Santiago, Sociedad de Resistencia Oficios Varios Valparaíso SROV, Grupo Anarquista

## Le printemps arabe: des révolutions ratées et un transfert de pouvoir réussi – solidarité avec la jeunesse révolutionnaire tunisienne !

**A** lors que le 14 janvier le monde entier célébrait les 10 ans des printemps arabe et le soulèvement populaire en Tunisie, la jeunesse tunisienne, sacrifiée depuis 10 ans, s'est de nouveau soulevée contre ses nouveaux maîtres, démocrates et islamistes confondus.

Nous publions ci-après un texte écrit par les compagnons anarchistes tunisiens écrit il ya plusieurs mois et qui fait le bilan des printemps arabe, et qui éclaire pourquoi de nouveau la jeunesse se soulève. Nous le prolongeons avec d'autres textes écrits par les compagnons à chaud sur le mouvement actuel.

Il semble qu'il y ait un schéma pré-établi ou un programme pré-équipé pour toutes les soi-disant « Révolutions du Printemps arabe » : des manifestations contre une autorité ancienne, corrompue et en décomposition sont réprimée par les forces de police du régime ; au bout d'un certain moment l'armée intervient alors pour mettre fin à la répression puis elle se déclare neutre et en dehors du régime, en dehors du jeu des forces politiques. Les salafistes sont alors utilisés comme épouvantails pour effrayer les forces libérales, qui cèdent le pouvoir à l'aile droite du régime représenté par l'islam politique modéré (« Enhada » dans le cas Tunisien, les Frères Musulmans ailleurs). Puis ensuite le pouvoir est transféré à d'autres secteurs de l'ancien régime, des secteurs qui n'étaient pas apparus parmi ses premiers rangs. Formellement, ça a été presque un succès complet !

Ce qui s'est passé lors de toutes les révolutions du Printemps arabe, avec les différences imposées par les conditions locales de chaque État : toujours, les islamistes se sont engagés sur la ligne de front, puis ils ont toujours fini par céder le pouvoir à l'ancien régime alors que l'armée joue toujours le rôle d'un gouvernement neutre et met toujours fin au mouvement révolutionnaire dans une situation économique et politique dégradée.

Sur le plan politique, les libéraux aiment qualifier ces Révolutions d'échecs, tandis que la gauche traditionnelle attribue cet échec à des conspirations extérieures contre [la souveraineté et] les régimes nationaux. Tout cela montre au contraire qu'elles ont réussi à remplir leur mission. Nous pouvons, bien sûr, justifier et expliquer ce point de vue Mais commençons par définir le modèle de mouvement de ces Révolutions de l'intérieur :

1 – elles sont généralement dirigées par la classe moyenne avec une forte présence d'étudiants et de jeunes, les classes populaires sont reléguées à l'arrière-plan une fois passée la période d'affrontements violents avec la police.

2. Ces révolutions sont dépourvues d'axe politique, aucun programme politique clair ni aucune forces politiques organisées ne sont présentes, et elles ne présentent généralement aucun programme ni objectif clairs offrant des slogans et des revendications populaires.

3 – Ces révolutions n'ont pas de position radicale, elles ne visent pas à supprimer l'intégralité du système, mais appellent à des réformes politiques limitées à la réforme du système politique, à l'amélioration des conditions de vote, à la lutte contre la corruption administrative



et à l'élimination de certains personnages du système de gouvernement.

4 – Ces révolutions évitent généralement un véritable conflit avec le régime, avec l'État dans son ensemble. Elles évitent la création d'un double pouvoir en déclarant un gouvernement révolutionnaire de la rue, par exemple. Elles évitent le contrôle ou l'occupation des éléments-clés de l'État tels que le parlement, les banques, les sièges des ministères, etc.

5 – En évitant ces révolutions en rupture complètes avec le régime, elles sont hostiles à une partie [de de la révolution ?], mais l'alliance d'une autre partie (l'armée) et sa transformation pour diriger le conflit répondent à ses exigences.

6 – Ces révolutions représentent simplement le maximum possible d'un mouvement de la classe moyenne. Elles sont réformistes, conciliantes, n'annoncent pas un abandon total de l'obéissance au régime. Elles évitent les affrontements violents et préfèrent les formes d'expression pacifiques. Elles demandent au système de réparer une partie [des injustices dont souffrent les ] restes de ses membres [sans demander la justice pour tous, à commencer par les classes populaires].

Ces révolutions ont pourtant réussi, elles ont réussi à remodeler le système d'Etat au pouvoir. En Tunisie elles ont réussi à rétablir le pouvoir de la vieille garde du Parti constitutionnel, et en Égypte, le conflit entre la présidence et l'armée en faveur de l'armée a pavé la victoire de la nouvelle garde des généraux sur l'ancienne garde, même si souvent ils ne donneront pas les résultats escomptés. C'est encore plus le cas en Algérie et au Soudan lors de la deuxième vague du printemps arabe.

En fait, les « printemps arabes » ne sont tout simplement pas des révolutions, mais des soulèvements limités résultant de l'inquiétude de la classe moyenne, qui se heurtaient trop à l'anxiété entre les différentes fractions du gouvernement, lequel était sous le contrôle d'une seule et même fraction pendant trop longtemps. Ces mouvements qu'on a appelé « révolutions », dépourvus de toute dimension de classe ni même d'un vrai-faux programme économique pour les classes les plus pauvres, qui ont manqué de courage pour quitter le chemin de l'Obéissance à l'État et proclamer un gouvernement ou un système politique révolutionnaire, ce ne sont pas ce pour quoi nous luttons, nous, les anarchistes.

Nous ne sous-estimons pas la valeur de ces mouvements en tant qu'école pour former la rue et les masses, et un instrument pour exposer et exposer encore l'ensemble du système étatique, mais nous croyons et aspirons à une révolution de classe de la part de masses des travailleurs qui souffrent afin de détruire la autorité de l'État et

donner le pouvoir et la richesse pour les gens. Pour les vrais gens, ceux qui travaillent dur.

## Union des anarchistes Tunisiens

Original en arabe : <http://cnt-ait.info/2019/10/13/printemps-arabe>

### Ce qui est caractéristique du mouvement de contestation qui a eu lieu depuis le 15 janvier 2021 :

- C'est un mouvement social qui exprime la grande souffrance endurée par les masses pauvres à cause de la faim, de la maladie et du mépris, tandis que les dirigeants plongent profondément dans cette tragédie en couvrant et en apposant des mafias et en étant distrait par des luttes partisans étroites et décadentes.
- C'est un mouvement général qui utilise les médias sociaux pour s'auto-organiser, un mouvement qui touche toutes les parties pauvres du pays et des quartiers populaires, et qui entre ainsi dans le champ du soulèvement sur le chemin de la révolution.
- C'est un mouvement de jeunesse par excellence. Son mobile est la jeunesse qui a ouvert les yeux sur des situations explosives, la jeunesse privée de ses droits, méprisée et opprimée.
- L'adoption par le mouvement de la violence révolutionnaire contre la police et visant tous les symboles de l'autorité administrative, financière et commerciale ...

Et la fausse distorsion morale qui est fabriquée contre le mouvement n'est que la la preuve de la justesse / véracité de l'approche de ce mouvement ... Comment allons-nous faire tomber le régime sans viser tout le pouvoir, chaque autorité ? Les soi-disant pillages et vols ... ce n'est que la destruction pratique du mode de production capitaliste et de son état mafieux.

Solidarité avec la jeunesse révolutionnaire de Tunisie !  
Liberté pour tous !

## Un compagnon anarchiste de Tunisie, le 20 janvier 2021



*A bas l'Etat policier, à bas l'Etat de classe ! (Beja)*

## A propos du décès de Pierre Cardin ...

Après la mort de Pierre Cardin, les médias ont tartiné sur la mort du grand homme, son apport à la mode et son sens des affaires. Certes. Mais ils ont oublié de dire que Cardin était un grand ami du Parti Communiste Chinois.

Il est l'un des premier investisseur occidental en chine, y délocalisant sa production, et ce dès 1978, au début de l'ère Deng. C'est lui qui a permis le décollage international de l'industrie textile chinoise en lui apportant la crédibilité qui lui manquait en termes de qualité.

Même si aujourd'hui, la marque Pierre Cardin est synonyme de ringardise et de fripe cheap et contrefaite pour nonming (paysan en chinois, terme péjoratif pour désigner les ploucs pauvres), il n'empêche qu'il a mis son image (et son talent) au service du Parti Communiste au moment où ce dernier avait besoin d'alliés internationaux pour changer son image après la période mao et pour réussir la propulsion de l'économie chinoise dans la scène mondialisée. Pour son aide indéfectible, qui n'a pas été ébranlée par le massacre de Tien An Men en 1989, il en a retiré des bénéfices personnels considérables, source de sa fortune.

C'est donc un collabo d'un des systèmes dictatorial et arbitraire les plus sanguinaire du XXème siècle, dont le prolongement au XXIème siècle risque d'être pire encore ...

De manière anecdotique, sans Pierre Cardin, pas de camps de travail dans le textile pour les Ouighours en Chine aujourd'hui ...

### « L'Encyclopédie de l'Autogestion » reprend une de nos brochure

Le tome 9 de « l'Encyclopédie internationale de l'autogestion » vient de sortir au mois de décembre 2020. Cette somme, éditée par « l'association Autogestion » et à laquelle des membres de l'Union syndicale Solidaires et de SUD, a repris des textes de nos brochures sur la santé dans l'Espagne révolutionnaire de 1936. Comme quoi ce que nous produisons circule et est même repris parfois y compris par des « syndicalistes sérieux ». Tant mieux, nous ne sommes pas attachés à la propriété intellectuelle !

Pour mémoire ces deux brochures « la revolution par la santé, la santé par la révolution, les anarchosyndicalistes espagnols et la santé » sont disponibles en ligne ou contre 5 euros, port compris, en nous écrivant.

<http://cnt-ait.info/2020/05/22/sante-36-2/>